

SYNTHESE DEBAT S'ENGAGER ET AGIR POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE

Vendredi 17 juin 2011 - Petit Auditorium du Palais Brongniart

Animateur : François Soulage (Secours catholique)

Intervenants : Filippo Addari (Euclid), Pascal Canfin (Eurodéputé, Europe Ecologie), Marie Christine Vergiat (Eurodéputée, Front de Gauche), Sylvie Goulard (Eurodéputée, MODEM), Denis Stokkink (Pour la solidarité), Pascale Ribes (Association des paralysés de France).

A l'heure où l'austérité est à l'agenda de l'Union Européenne, l'urgence d'une Europe solidaire est plus que jamais d'actualité. Comment l'ESS peut s'engager pour faire valoir les valeurs de coopération, de solidarité et de démocratie à l'échelle européenne ? Comment mieux faire reconnaître les spécificités de l'ESS comme une composante à part entière d'un modèle social européen à consolider ?

Panorama des Etats généraux de l'ESS
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

JEUNES

IDEES FORTES

1. Les acteurs de l'ESS se sont mobilisés sur le dossier des services sociaux d'intérêt général (SSIG). Par exemple, l'Uniopss et le Labo de l'ESS ont proposé, à travers un manifeste européen, la création d'un centre ressource pour les SSIG, idée reprise depuis par l'Eurodéputé irlandais M. De Rossa.

2. Il existe de réelles opportunités au niveau européen pour les acteurs de l'ESS et des leviers d'action à saisir.

3. L'UE joue un rôle essentiel en matière de lutte contre les discriminations. Il y a eu de réelles avancées en matière d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle, de mobilité ou encore d'accessibilité, pour les personnes handicapées, suite à l'adoption d'une législation communautaire contraignante. L'ESS française peut s'approprier ces avancées.

4. Afin de faire avancer l'Europe solidaire, il faut dépasser les cadres nationaux de référence et utiliser davantage le Parlement européen comme un allié.

5. Une position forte des banques de l'ESS sur des axes de réforme du système financier est attendue.

6. Les acteurs français ont une approche très hexagonale des enjeux européens et ont du mal à élaborer des compromis qui seraient acceptables pour tous les acteurs de l'ESS au niveau européen.

EUROPE SOLIDAIRE

ACTIONS EN COURS

▪ La Commission européenne a lancé, début 2011, une initiative européenne en faveur de « l'entrepreneuriat social » qui prévoit la création d'un fonds européen pour l'innovation sociale.

▪ Le combat n'est pas perdu en faveur de la notion de service d'intérêt général. Les règles européennes peuvent évoluer dans les mois qui viennent et elles peuvent aller dans le sens des Services d'intérêt Economique général – cette évolution réglementaire devra préserver un mode de financement sous forme de subvention.

PISTES

▪ Le secteur de l'ESS devrait davantage s'emparer de ces questions de gouvernance et de régulation économique et être en capacité de construire un discours alternatif.

▪ Les acteurs français de l'ESS devraient davantage construire des stratégies européennes.

▪ L'ESS française n'investit pas encore assez l'espace politique européen, ce qui ne facilite pas la construction d'une société civile européenne avec un langage commun.

